

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

BELGIQUE

CONTRE LES ATTAQUES DANS TOUS LES SECTEURS

LES OUVRIERS

RIPOSTENT

MASSIVEMENT

■ Alors que les journaux, la radio, la T.V nous gavent perpétuellement de campagnes anti-terroristes, de la catastrophe de Tchernobyl et de ses conséquences réelles et présumées, ils ne soufflent mot sur les luttes ouvrières massives et incessantes qui se déroulent depuis le mois d'avril en Belgique, paralysant en grande partie le pays. (1)

Tous les secteurs sont impliqués dans la lutte : dans le secteur public comme dans le secteur privé, de la Wallonie à la Flandre, chez les mineurs du Limbourg, les cheminots, les conducteurs de trams et de bus, les aiguilleurs du ciel, les ouvriers des chantiers navals, des postes et des communications, les enseignants, les administrations locales et régionales, la sidérurgie, etc....

Chaque jour éclatent des grèves ou des débrayages souvent spontanés qui se succèdent, se relaient, venant élargir chaque fois un peu plus l'ampleur du mouvement de riposte générale des ouvriers contre les attaques terribles qu'assène aujourd'hui le gouvernement belge contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Cette offensive et ces attaques massives de la bourgeoisie en Belgique, c'est ce qui attend tous les ouvriers en Europe (2).

C'est pourquoi, les luttes que mènent nos frères de classe en Belgique contre ces attaques brutales, sont un exemple pour les ouvriers de tous les pays, une voie à poursuivre et à développer.

Début avril, les mineurs du Limbourg en grève

En avril, la colère et la combativité ouvrières ont explosé en plusieurs endroits et notamment dans les mines du Limbourg. Immédiatement, et sans consigne syndicale, les mineurs entrent en lutte contre les licenciements et les plans de fermeture des mines de Winterslag, Eisden et Waterschei. Les syndicats prennent alors "le train en marche" : ils pro-



posent aux mineurs des grèves tournantes de 24h ; mine par mine et un "défilé" le 12 avril dans les rues d'"Hasselt ville morte" ; c'est-à-dire toutes sortes d'actions qui ne peuvent qu'immobiliser et isoler les ouvriers les uns des autres. Mais, malgré cette manœuvre, le 12 avril va marquer le début du mouvement : les mineurs se regroupent massivement avec la participation de travailleurs d'autres régions. Ils peuvent ainsi mesurer leur force, leur volonté commune d'action et répandre l'idée de la grève. Deux jours après, le 16 avril, les mineurs décidaient en assemblée générale de la grève, obligeant les "délégués de base" à suivre le mouvement ; et ils envoient immédiatement des délégations massives vers les autres mines. Un piquet d'une centaine de grévistes s'est rendu à la mine de Zolder, où de

véritables meetings ouvriers sont improvisés devant l'entrée : les grévistes, rejoints de plus en plus par les ouvriers de Zolder, se relaient pour prendre la parole et appeler à la grève ! Malgré les tentatives d'intimidation de la direction, malgré les cordons de la police qui tentent de chasser les "piquets volants", malgré les syndicats qui crient que "la grève est prématurée", au bout de deux jours, plus de 16.000 mineurs sont en grève. Par la suite, alors que les syndicats ont "reconnu" la grève "par respect pour les mineurs", c'est encore contre leur avis que les ouvriers ont imposé l'idée de rechercher la solidarité active des autres secteurs. Ainsi par exemple, une délégation d'une centaine de mineurs se dirige vers l'importante usine automobile de la région à Ford-Genk (environ 10.000 ouvriers), vers les services publics du coin (postes, SNCB), vers les lycéens en tant que "futurs chômeurs", pour les appeler à la grève. De plus, des voix pour aller chercher la solidarité à Bruxelles se font entendre de plus en plus. Là aussi s'est montré avec acuité la nécessité, le besoin et la volonté de briser les frontières sectorielles, régionales. Ne tenant aucun compte des "catégories syndicales", le 24 avril, une délégation de 300 mineurs est venue à Bruxelles manifester et rejoindre un meeting appelé par le syndicat socialiste des cheminots et une réunion organisée par le syndicat chrétien des services publics pour appeler à lutter ensemble, à une grève générale et à une marche sur Bruxelles.

(suite p.5)

**L'EUROPE
FRAPPEE DE PLEIN FOUET
PAR LA CRISE**

➡ P. 4

SOMMAIRE :

FRANCE :

-Droite-gauche, même nature anti-ouvrière.....p.2

-Attaques massives et frontales.....p.3

-Grève des nettoyeurs du métro.....p.2

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :

-Espagne : tract du CCI.....p.6

-Grande-Bretagne : la riposte ouvrière

se poursuit.....p.6

Tchernobyl : Seule la lutte de la classe ouvrière

pourra mettre fin à la barbarie.....p.7

Inde, Mexique, Argentine :

Des voix révolutionnaires s'élèvent dans le

Tiers-Monde.....p.8

UNE MEME NATURE ANTI-OUVRIERE, UN PARTAGE DES ROLES CONTRE LA LUTTE DE CLASSE (1ère partie)

Après 5 ans de présence au gouvernement, le Parti Socialiste est retourné dans l'opposition, suivant le chemin qui lui avait été tracé par son acolyte, le PCF en 1984

Ainsi, pour la bourgeoisie, les choses sont revenues dans l'ordre : après l'accident électoral de 81 qui, à contre-temps des nécessités capitalistes, avait placé la gauche au pouvoir et la droite dans l'opposition, la France a retrouvé une disposition des forces politiques équivalente à celle des autres pays avancés de son bloc : la droite au pouvoir assésant à la classe ouvrière les coups que requiert la situation économique catastrophique, et l'ensemble de la gauche dans l'opposition chargée de saboter et paralyser les réactions prolétariennes contre ces attaques. Mais si, aujourd'hui, c'est donc TOUTE la gauche qui se retrouve dans l'opposition, cela ne signifie pas pour autant que toutes ses composantes aient un rôle identique : de même qu'il existe un partage des tâches entre droite et gauche, il existe également un tel partage entre le PS et le PC. C'est ce partage des tâches et les spécificités de ces partis qui permettent un tel partage, que nous examinerons dans cet article.

■ La première chose qu'il faut affirmer, avant d'étudier les différences existant entre droite et gauche et entre forces politiques de gauche -et c'est la condition permettant de comprendre ces différences- c'est que tous ces partis politiques sont des PARTIS BOURGEOIS. Pour les trotskystes, par exemple, il existe une opposition de classe irréductible entre les partis de droite et les partis de gauche. seuls les premiers seraient des partis bourgeois les seconds étant des "partis ouvriers", "dégénérés", "déformés" ou "bureaucratiques". En réalité, cette "pudeur" dans la façon de caractériser ces partis ne fait que révéler la nature et la fonction du trotskysme : c'est un simple appendice des forces de gauche traditionnelles, un rabatteur -sous couvert de "soutien critique"- de celles-ci. De même, le courant bordiguiste qualifie les PC et les PS de partis "opportunistes" ce qui, dans la mesure où par le passé et de façon classique, les révolutionnaires ont caractérisé ainsi des tendances existant AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER, tend à apporter de l'eau au moulin de ceux qui en font des partis "ouvriers". Le courant bordiguiste, contrairement au trotskysme, n'appartient pas au camp bourgeois, mais malgré son refus de tout soutien, même "critique" aux partis de gauche, les ambiguïtés qu'il entretient à leur sujet sont extrêmement graves et sont un signe certain de l'importance des faiblesses et des capitulations de ce courant face à l'idéologie bourgeoise.

Aujourd'hui, une organisation politique ne peut être un élément de clarification de la conscience du prolétariat et donc un instrument efficace de son combat, que si elle est particulièrement nette et précise sur la nature de classe des partis qui se prétendent "ouvriers".

LE PS ET LE PC SONT DES PARTIS CAPITALISTES

Au même titre que le RPR, l'UDF et le Front National, le PS et le PC sont des partis capitalistes. Malgré les différences, les rivalités, les antagonismes parfois violents pouvant exister entre ces différents partis, il n'existe pas d'opposition de classe entre eux : ce sont tous des défenseurs du mode de production capitaliste et des ennemis irréductibles de la classe ouvrière, face à laquelle ils sont d'ailleurs capables de s'unir lorsque les intérêts fondamentaux du capital sont menacés par celle-ci.

Cette adhésion des partis de gauche à la défense du capital national s'est manifestée ouvertement en de nombreuses reprises. On l'a vue se réaliser, par exemple, au sein de la Résistance où PC, PS, Gaullisme et Démocratie Chrétienne (ces deux derniers étant les ancêtres du RPR et de l'UDF actuels) ont coopéré dans la "défense de la patrie". Elle s'est confirmée après la libération lorsqu'un gouvernement d'union entre le PC, le PS, le MRP et conduit par De Gaulle, a imposé aux ouvriers les terribles sacrifices exigés par la "reconstruction nationale". Pendant les cinq dernières années, les partis de gauche ont clairement montré une nouvelle fois leur nature capitaliste en prenant en charge directement la gestion du capital national et en assumant, par conséquent, la responsabilité de toutes les mesures anti-ouvrières requises par le développement de la crise capitaliste.

DROITE ET GAUCHE REPRESENTENT DES VARIANTES D'UN MEME CAPITALISME

Ce qui distingue, par conséquent la gauche de la droite, ce n'est donc pas une différence de nature de classe mais une différence sur la forme de capitalisme dont ces deux courants sont les expressions politiques.

Alors que les partis de droite sont les représentants d'une forme de capitalisme plus "libérale", basée sur une propriété individuelle du capital, les partis de gauche représentent une option plus étatisée de la propriété du capital. Cela ne signifie pas que les partis de droite seraient opposés aux capitalismes d'Etat alors que ceux de gauche en seraient les seuls partisans. Le capitalisme d'Etat existe comme tendance générale du mode de production capi-

taliste depuis l'entrée de celui-ci dans sa période de déclin historique, de décadence, au début du 20^e siècle. Du fait que les lois économiques propres du capitalisme le conduisent à des convulsions toujours croissantes, les crises de plus en plus profondes, des guerres de plus en plus destructrices, un aiguïsement des antagonismes entre classes sociales, l'Etat tend à intervenir de plus en plus dans tous les aspects de la vie sociale afin de maintenir la stabilité et la cohésion d'un système de plus en plus menacé par l'écroulement. Quelles qu'en soient les formes économiques, politiques ou idéologiques, cette absorption croissante de la société civile par le monstre étatique s'impose donc à tous les partis bourgeois de façon irrésistible. Là où ils se distinguent, c'est dans le rythme, les modalités, la nature juridique des mesures de capitalisme d'Etat qu'il convient de prendre.

Ainsi, dans le pays "exemplaire" du "libéralisme", les USA, c'est principalement à travers les politiques budgétaires, la fixation des taux d'intérêt, les réglementations et les normes fédérales sur les produits, les accords directs entre grands groupes financiers ou industriels et l'Administration, et surtout à travers l'énorme secteur militaire directement sous la coupe de l'Etat, que le gouvernement central intervient sur l'appareil productif malgré la "propriété individuelle" et la "libre entreprise" qui s'y veut la règle. D'une certaine façon, malgré sa propriété juridique sur l'ensemble de l'économie nationale, le gouvernement central russe contrôle d'une façon beaucoup moins efficace celle-ci -du fait de l'anarchie et la gabegie qui y règnent- que celui des USA l'économie de ce pays. En fin de compte, toute la propagande "libérale" actuelle sur le "désengagement de l'Etat" est aussi mensongère que celle qui présente comme "socialiste" l'économie de l'URSS. De même que "en devenant propriété de l'Etat, les moyens de production ne perdent pas leur caractère de capital" et que "l'Etat est le capitaliste collectif idéal" (Engels, "Anti-Dühring"), l'Etat n'a pas besoin de s'approprier juridiquement le capital national pour établir dessus sa mainmise. Malgré ces similitudes, il ne faudrait pas considérer cependant que, dans un pays comme la France, par exemple, toutes les forces politiques ont des fonctions identiques ou qu'il existe entre elles et les divers acteurs de l'économie des relations de même nature. Si le CNPF entretient des liens étroits et relativement harmonieux avec la droite alors que ses relations avec le PCF -ou même le PS- sont conflictuelles, ce n'est pas uniquement "pour la galerie". En réalité, la forme de capitalisme dont la droite se fait l'expression politique est celle qui garantit à la bourgeoisie classique, propriétaire directe des moyens de production, les plus grands avantages et prérogatives, le poids le plus important dans l'économie nationale, à l'intérieur du cadre permis par les nécessités du capitalisme d'Etat. Par contre, la forme de capitalisme qui figure au programme des partis de gauche tend, au bénéfice de la bourgeoisie d'Etat (hauts fonctionnaires, dirigeants du parti), à limiter ces pré-

rogatives, ces avantages et ce poids, quand ce n'est pas à supprimer carrément ce secteur de la bourgeoisie par une appropriation complète de l'économie par l'Etat (cas des régimes dits "socialistes"). C'est pour cela que, dans les pays avancés du bloc américain, la bourgeoisie exerce la plus grande méfiance à l'égard de toute participation des PC au gouvernement : une mainmise de ces partis sur le sommet de l'Etat constitue pour elle une menace de disparition comme cela est advenu dans les pays d'Europe de l'Est à la fin de la deuxième guerre mondiale.

LA DIFFERENCE ESSENTIELLE ENTRE DROITE ET GAUCHE

Ceci dit, du point de vue de la classe ouvrière, la différence essentielle existant entre droite et gauche ne relève pas tant de la différence entre les programmes de ces deux secteurs que des mystifications que ces programmes permettent d'entretenir. De façon concrète, il ne fait aucune différence pour un ouvrier d'avoir comme patron un propriétaire d'entreprise, un groupe d'actionnaires ou l'Etat. Un ouvrier d'Europe de l'Est est aussi féroce exploitée, si ce n'est plus, par l'Etat "socialiste" qu'un ouvrier français par un patron "le peniste". De ce fait, les ouvriers de ces pays ne se font pas beaucoup d'illusions sur la nature "ouvrière" des partis communistes ou sur les "acquis ouvriers" (chers à la propagande trotskyste) des régimes qu'ils subissent. Par contre, du fait même de l'existence des oppositions -oppositions évidemment montées en épingle et exagérées par la propagande bourgeoise- entre la gauche avec son programme de nationalisations et la bourgeoisie classique, cette propagande fait tout son possible pour présenter ces partis comme les "ennemis" de la bourgeoisie (identifiée avec la forme dominante de la bourgeoisie dans les pays avancés de la sphère occidentale) et, partant, comme des "amis" de la classe ouvrière. Pour tout ouvrier, il est clair que Marcel Dassault était un bourgeois, que ses amis du RPR sont des défenseurs du capitalisme. Par contre, que Georges Marchais soit un défenseur aussi acharné de ce système que Jacques Chirac, voilà ce que l'idéologie bourgeoise réussit encore, en s'appuyant sur le programme de nationalisations du PCF et le verbiage qui l'accompagne, à masquer aux yeux de beaucoup d'ouvriers. En fin de compte, plus encore que leur programme économique, ce qui fait la spécificité des partis de gauche dans l'éventail des partis bourgeois, c'est leur aptitude à se présenter comme "les défenseurs de la classe ouvrière", et, par conséquent, leur aptitude à saboter, en faisant semblant de les soutenir, les luttes de celle-ci. Et plus ces luttes deviendront la question centrale pour la bourgeoisie, plus les oppositions -réelles- existant entre les différentes forces politiques passeront, dans les faits, au second plan au bénéfice d'un partage des tâches conscient, concerté et systématique entre ces forces, entre une droite investie du rôle du "méchant" (parce que, de toute façon, elle ne peut pas jouer d'autre rôle aux yeux des ouvriers) qui déchaîne, au gouvernement, les attaques anti-ouvrières et une gauche tenant, dans l'opposition, le rôle du "bon", du défenseur des ouvriers et des opprimés.

Et de la même façon que les différences existant entre la droite et la gauche permettent de comprendre la division du travail entre ces courants politiques, les différences existant entre les deux principales composantes de la gauche, le PC et le PS, permettent de comprendre le partage des tâches qu'ils se réservent dans l'opposition. C'est ce que nous verrons dans la seconde partie de cet article qui paraîtra dans le prochain numéro de notre journal. F.M.

grève des nettoyeurs du métro : CGT ET CFDT SABOTENT LA LUTTE

■ Le 7 mai, la quasi-totalité des 1.400 employés de la Comatec, entreprise chargée d'effectuer le nettoyage du métro parisien, se mettait en grève : sur plus de 400 stations, le service de nettoyage n'était assuré que dans une soixantaine. L'origine de la grève aurait été les propos racistes d'un cadre de l'entreprise envers un employé en particulier et en général envers l'ensemble des employés, à 95% des immigrés ; c'est en tout cas sur ce thème que la CFDT a focalisé la grève, pour la maintenir dans un cadre différent que celui qui a été réellement son origine, c'est-à-dire la menace de licenciements massifs, les conditions de travail et l'augmentation des cadences. Le 14 mai, elle allait jusqu'à organiser sous l'égide de la LICRA, le MRAP et la Ligue des Droits de l'Homme, une manifestation de République à la Bastille des nettoyeurs du métro, où participèrent à peine 500 d'entre eux. Mais la CFDT a tout de même réussi son sale travail de fossoyeur de la lutte ; le 16 mai, la grève "contre le racisme et pour la dignité" (!!) cessait et les ouvriers du métro obtenaient que le cadre accusé de propos racistes... n'ait plus le droit de recevoir seul les employés !! La LCR titrait même dans "Rouge" du 23 mai "Victoire" ! Belle victoire en effet. L'hypocrisie de la bourgeoisie et de ses fractions syndicales et gauchistes n'est certes plus à démontrer mais est toujours aussi écoeurante.

Ce n'est pas le désir que les ouvriers immigrés soient "respectés" par les "méchants" patrons français qui a animé la CFDT, c'est la volonté déterminée non seulement de briser la grève des nettoyeurs du métro, par rapport auxquels elle a déjà fait ses preuves en 1980 (cf. R.I. No 74), mais aussi de prévenir toute jonction avec les ouvriers de la RATP.

Dans son programme d'austérité, le nouveau gouvernement exige 80 millions de francs d'économie pour le budget 86 de la RATP et une réduction de 200 mil-

lions sur son programme d'investissements, c'est-à-dire en clair en plus de 8 % d'augmentation de ses tarifs déjà effective, le licenciement de 600 employés de la RATP. Or la Comatec a pour obligation, si elle tient à conserver son contrat d'exclusivité du nettoyage du métro, de réduire de 25 % ses coûts pour la RATP, ce qui signifie pour elle la perspective de 730 licenciements dont 100 départs en prétraite.

Alors que l'attaque va être portée à la fois sur les ouvriers du métro et ceux du nettoyage, la CFDT a réussi à faire de ces derniers une catégorie à part, les immigrés, encadrant et dévoyant la grève sur la question du racisme, les séparant des ouvriers du métro par rapport auxquels la CGT ne restait pas non plus inactive et organisait le 15 mai, c'est-à-dire en même temps, une grève d'une journée "pour améliorer les conditions de travail", "contre les coupures budgétaires exigées par le gouvernement" et principalement contre les dates de congés qu'impose la direction de la RATP "pour assurer un service régulier", évitant elle aussi le problème des licenciements, séparant les revendications des ouvriers du métro de celles des nettoyeurs.

Ainsi, la CFDT et la CGT se sont partagés le travail pour diviser les ouvriers entre immigrés et français, ouvriers de la RATP et du nettoyage, chacun dans sa catégorie avec leurs problèmes spécifiques, multipliant les obstacles à toute possibilité de solidarité entre ouvriers, alors que les problèmes sont exactement les mêmes et que l'attaque va les frapper ensemble.

Alors que les mesures gouvernementales anti-ouvrières tombent, les syndicats montrent encore une fois que leur rôle est de diviser la classe ouvrière, de dévoyer et de stériliser ses luttes de riposte.

PPR

LA DROITE COGNE, GAUCHE ET SYNDICATS SE MOBILISENT CONTRE LA RIPOSTE OUVRIERE

■ En France, l'épuisement de la marge de manoeuvre de la bourgeoisie sur le terrain économique sous la pression d'une accélération brutale de la crise, se manifeste aussi ouvertement que dans le reste de l'Europe (voir article page 4). Comme en Belgique, comme en Grande-Bretagne, ce sont désormais des attaques frontales et massives contre la classe ouvrière qui sont à l'ordre du jour.

Dans ce contexte, la préoccupation fondamentale, centrale de la bourgeoisie, c'est de se préparer et de se prémunir contre les réactions ouvrières qu'elle sait inévitables et qu'elle redoute.

L'exemple actuel de la mobilisation massive, de la combativité des ouvriers en Belgique, dans un voisinage immédiat (à 300 Km de la région parisienne), n'est que plus édifiant pour elle de l'imminence du danger. La bourgeoisie n'est pas inactive; elle n'a pas attendu la récente grève des nettoyeurs du métro pour agir. Elle a tiré les leçons d'une expérience de longue date des risques d'explosion d'une colère ouvrière qui couve. Une classe ouvrière qui, après les luttes dans les PTT, la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals, a déjà exprimé ses potentialités de manière significative ces derniers mois à la SNCF et à la RATP, face à un gouvernement de gauche. Une classe ouvrière qui démontre qu'ainsi elle a perdu -et bien plus qu'ailleurs en Europe- beaucoup de ses illusions par rapport à la gauche et aux syndicats. Une classe ouvrière qui n'a cessé de développer sa méfiance envers les manigances de ces spécialistes de l'encadrement et du sabotage de ses luttes, nourrie de toute l'expérience de la pratique anti-ouvrière de la gauche au pouvoir, renforçant la tendance vers la conscience qu'il s'agit d'ennemis à affronter. Aujourd'hui, la bourgeoisie met à profit, à défaut d'"état de grâce" du nouveau gouvernement, tous les instants d'hésitation, tous les restants d'illusions et le manque de confiance de la classe ouvrière en elle-même pour tenter d'entretenir son déboussolement, pour immobiliser les ouvriers le plus longtemps possible et pour favoriser par ses manoeuvres politiques la division, l'éparpillement, l'isolement des luttes.

Toute la bourgeoisie poursuit le même objectif prioritaire essentiel : chercher à détourner le mécontentement ouvrier des vraies questions, des besoins qui surgissent inévitablement des attaques massives, frontales qu'ils subissent pour les ramener sur des faux problèmes, des fausses alternatives. Pour cela elle utilise à plein la réorganisation de son appareil politique qui constitue l'arme la plus sérieuse dont elle dispose face à la montée des luttes ouvrières. En réintégrant les rangs de l'opposition de plus ou moins fraîche date, PC, PS et syndicats sont appelés à retrouver un rôle de premier plan dans le vaste déploiement des manoeuvres et des pièges que la bourgeoisie tend contre les prolétaires.

DES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES MASSIVES ET FRONTALES...

L'état d'alerte dans lequel se trouve la bourgeoisie sur le plan économique et le niveau d'attaques anti-ouvrières à l'ordre du jour se résume assez bien dans une "Lettre de l'Expansion" du mois de mai, se faisant l'écho des débats qui sont agités dans les coulisses du conseil des ministres où la sonnette d'alarme est tirée : il est urgent de prendre dès maintenant des mesures énergiques pour éponger le déficit énorme de Renault et de mettre en oeuvre sans tarder la suppression des 9 000 emplois supplémentaires prévue dans le plan Besse, dont la moitié sont des "licenciements secs", sans quoi à terme -d'ici trois ans- il sera nécessaire "d'éliminer" brutalement 30 000 salariés de la Régie ! Le problème est posé dans les mêmes termes pour les chantiers navals où après les derniers contrats en cours de réalisation, les carnets de commande seront quasiment vides, notamment à Dubigeon-Nantes et Normed-Dunkerque : sur les 15 000 emplois restant dans le secteur, plus de la moitié des effectifs devraient être supprimée d'ici la fin de l'année. En plus, l'annonce de nouveaux licenciements tombe dans tous les domaines et toutes les régions : 2500 répartis dans tous les secteurs de CDF-chimie (sur 14 000 emplois), 561 chez Moulinex (électro-ménager) avec un mois et demi de chômage technique prévu d'ici la fin de l'année pour le personnel restant, 5 500 chez Boussac (textile) soit plus du tiers des effectifs du groupe, un millier pour Thomson (téléviseur) dont la moitié dans la région d'Angers, autant pour la CGE-Alcatel (téléphonie) dans la région parisienne, pour ne citer que les principaux. Pour le seul mois d'avril, l'augmentation du nombre de chômeurs a été spectaculaire, représentant plus de 40 000 chômeurs supplémentaires d'après les chiffres officiels. En même temps, le gouvernement s'est donné comme objectif immédiat et prioritaire de porter l'attaque (la plus rude connue depuis 40 ans) au coeur même du secteur public, qui représente dans le pays un salarié sur trois. Après le blocage des salaires des fonctionnaires pour 86, il annonce dans la foulée la réduction de 40 milliards de francs dans les dépenses publiques pour le budget 87 qui sera réalisé pour l'essentiel d'une part par le maintien du gel des salaires dans la fonction publique et par la suppression de 20 000 emplois supplémentaires - répartis dans tous les ministères- sauf la police dont les effectifs sont prévus en

augmentation. L'attaque était immédiatement mise en application avec l'annonce de plus de 8000 suppressions d'emploi pour cette année à la SNCF, tandis qu'une économie de plus de 80 millions de francs était exigée dans la RATP, devant notamment se solder par au minimum 600 emplois en moins. Cela n'a pas empêché entre mars et mai, la hausse de la plupart des tarifs publics : transports en commun, essence, tabac et le déblocage du prix des loyers.

La levée du contrôle sur les prix se soldait par une perte du pouvoir d'achat de 0,5 % des salariés en un mois. En même temps, le nouveau gouvernement diminuait une fois de plus, comme son prédécesseur, les prestations sociales et les allocations aux chômeurs, il planifiait la taille à vif dans ce qu'il appelle "les crédits d'intervention sociale" mettant en oeuvre une diminution des retraites et commençant à négocier la réduction de la couverture des assurances sociales. Aucune famille ouvrière n'est épargnée par le lot des mesures. La loi sur la flexibilité de l'emploi intronisée par le PS prend une dimension nouvelle : à côté des TUC réservés au service public, les "stages en alternance" baptisés sans honte "plan d'insertion des jeunes" vont permettre aux entreprises d'employer une main-d'oeuvre de moins de 25 ans, sous-payée (2 500 francs mensuel !) et renouvelable tous les 6 mois, la bourgeoisie jouant ainsi sur tous les tableaux : économie d'allocation chômage, dégonflement des chiffres du chômage et surexploitation. Autre application de cette loi : la suppression de l'autorisation administrative de licenciements, votée sans coup férir au parlement, initialement prévue à partir du premier janvier 87 va entrer en vigueur dans ses grandes lignes (suppression du contrôle de l'inspection du travail) dès le mois de juin. En fait de licenciements, ce sont d'énormes pans de la classe ouvrière qui vont être, en plus des coupes sombres déjà évoquées, touchés de plein fouet dans les semaines qui viennent : la sidérurgie, le bâtiment, les mines, le textile, le reste de l'automobile (Peugeot-Citroën), le gigantesque secteur bancaire, les assurances en sont les principales lignes de mire désignées.

Mais c'est la manière dont la bourgeoisie se préoccupe de mettre en place ces mesures qui montre comment la classe ouvrière lui pose les problèmes cruciaux. Il est significatif qu'alors qu'une partie du patronat reprochait à son gouvernement de ne pas "aller assez vite en besogne" à son goût, Chirac ait répondu au "Forum de l'Expansion" le 13 mai : "Je ne comprends pas que des responsables aussi avertis que vous puissent me dire cela (...) c'est faire preuve d'une méconnaissance des responsabilités politiques qui pourrait être à la limite inquiétante". Autrement dit : "Cessez vos jérémiades. Pour juger une situation et y répondre, il n'y a pas que des critères économiques mais il est aussi indispensable de s'appuyer sur des critères politiques". On ne saurait exprimer plus nettement la conscience aiguë de la bourgeoisie des dangers qu'elle encourt aujourd'hui, étant contrainte d'attaquer très fortement une classe ouvrière qui a déjà affirmé et garde intact son potentiel de mobilisation sur son terrain de classe.

... QUE TOUTE LA BOURGEOISIE PREPARE...

Avec le retour mûrement préparé du PS dans l'opposition à la suite du PC, c'est le jeu des fausses querelles entre gauche et droite qui est ranimé par la mise en scène d'ardentes polémiques. C'est le PS qui cherche à se recomposer une image de "gauche humaniste", garante des "règles de la démocratie", de la "légalité républicaine" qui stigmatise les "pratiques anti-démocratiques" de la droite comme le recours à la procédure de légiférer par ordonnances sans débat parlementaire et qui déclenche une vaste campagne contre le programme de la droite. Après l'annonce de la privatisation de TF 1, le gouvernement est accusé de "confisquer la télévision qui appartient au peuple" pour la livrer "aux requins".

C'est la droite qui commence à s'en prendre à "l'abus de sa fonction présidentielle" de Mitterrand, soupçonné d'animer une "guerrilla" contre le gouvernement.

C'est le tollé organisé, relayé par les médias, autour de la pseudo-bavure de l'arrestation arbitraire dans le quartier "douteux" des Halles et de la garde à vue d'adolescentes "de bonne famille", effectuées au nom de la "protection de leur santé morale", où le tandem Pasqua-Pandraud, corroborant à merveille l'image d'une "droite musclée", prête à employer tous les moyens en son pouvoir pour maintenir l'ordre, sert de faire-valoir à la gauche.

Alors que cette politique d'intimidation pratiquée d'emblée durcit et étoffe très concrètement l'appareil répressif de l'Etat où, sous couvert de mesures "sécuritaires", "anti-délinquants", "anti-terroristes", elle ajoute au renforcement du dispositif policier une plus grande rapidité des mesures d'expulsion et d'extradition des immigrés, une multiplication des contrôles policiers et des opérations "coup de poing", la mise en place d'un fichage systématique informatisé et codé des activités et de la vie privée de chaque individu, le prolongement de deux à quatre jours du délai de garde à vue, l'appel et l'encouragement public à la délation, elle remplit aussi une autre fonction.

Elle permet à la gauche de faire oublier à bon compte l'intervention de ses CRS dans les usines, de

Joxe à Fiterman, des "cages à rats" de Citroën aux charges policières en pleine gare St.Lazare, l'expulsion des travailleurs immigrés clandestins, l'omniprésence policière et les contrôles d'identité déjà en place sur la voie publique, dans le métro et aux abords des usines. Caricaturalement, le PC tance vertement "le régime de terreur" actuel tout en arguant que "l'augmentation prévue des effectifs de policiers est loin de correspondre aux tâches de protection réelles -par l'ilotage par exemple- des citoyens" (l'Humanité du 24/4). On se souvient qu'il y a un an en effet, le PC réclamait "par exemple" à cor et à cri l'ilotage autour de l'usine Renault de Billancourt...

Ils sont tous d'accord, ils poursuivent tous les mêmes objectifs. Chacun ne cherche qu'à brouiller les cartes, qu'à noyer le fait qu'ils mènent, par des voies différentes, tous la même politique.

La gauche voudrait faire accréditer le mensonge qu'elle n'aurait jamais agi comme la droite, qu'elle a toujours voulu défendre, préserver "du mieux possible", les intérêts des ouvriers, pleinement soutenue dans cette tentative par la droite dans son rôle de "méchant" assénant les coups de massue.

Le partage du travail au sein de la bourgeoisie ne s'arrête pas là : à l'intérieur même du "camp de la gauche", chacun trouve sa place, occupe un créneau particulier pour assumer la fonction essentielle qui lui est globalement dévolue : tenter de couvrir, d'investir la totalité du terrain social et y effectuer leur sale boulot d'immobilisation et de division des luttes ouvrières.

... AVEC LA GAUCHE EN PREMIERE LIGNE

Ainsi, le PS qui radicalise progressivement son discours, revendique hautement à nouveau son "appartenance" au mouvement ouvrier.

Avec le même aplomb, le comité directeur du PS affirme sans honte que "le PS a pris connaissance avec surprise et indignation du nouveau plan de rigueur mis en oeuvre par la direction de la SNCF (8 000 licenciements.NDLR)... Le remède au déséquilibre budgétaire est recherché par une diminution massive des effectifs qui va au-delà du supportable" ("Le Monde" du 27/28 avril).

C'est le même PS qui a pourtant supprimé plus de 6000 emplois à la SNCF en 85 et qui, au gouvernement avait planifié la disparition de 10 000 postes dans ce secteur dans son budget pour 86.

Le PC se lance lui, dans une "semaine organisée pour relever le défi du marxisme". Quel programme pour un parti qui, depuis 60 ans n'a cessé de dénaturer le marxisme aux yeux des ouvriers, qui l'a roulé dans le sang et la merde, pour un parti qui a été le fer de lance de la contre-révolution au nom du marxisme.

Dans leur quête de recréation, les syndicats pressés par la menace d'irruption de nouvelles luttes ouvrières, sont placés en première ligne sur le terrain, pour prévenir, déboussooler et décourager toute initiative ouvrière.

La CFDT après avoir affiché sa "volonté négociatrice" -notamment au sujet des "conditions" de la suppression de l'autorisation de licencier, proclame, trois semaines après, sa "farouche opposition" à cette loi.

Pour la CGT, il s'agit "de reconquérir les entreprises" en "développant les initiatives à la base", dans chaque usine, "d'affirmer un syndicalisme de lutte de classe".

Ainsi, le lourd "calendrier" mis au point par la CGT multiplie les manoeuvres pour épuiser, écœurer la combativité ouvrière et surtout isoler, éparpiller toute riposte, principalement au coeur de l'attaque actuelle de la bourgeoisie, le secteur public, et des objectifs majeurs prochains de cette attaque : Renault, la sidérurgie. Ainsi :

. le 13 avril, elle fait débrayer pour 24 heures l'atelier de peinture de Renault-Billancourt pour la levée de sanctions frappant deux syndicalistes ;

. le 23, c'est une "journée de lutte", point fort "d'une semaine d'actions" à la SNCF : au programme de 1 à 24h de grève, motions, pétitions, délégations ;

. le même jour, elle appelle à 2h d'arrêt de travail à l'usine de moteurs Renault à Cléon ;

. le 24.4, un jour de grève à la Caisse des Dépôts et Consignations ;

. entre le 28.4 et le 1.5, une action nationale à EDF-CDF "sous toutes ses formes pouvant aller jusqu'à l'arrêt de travail ;

. le 29.4, pour sa "journée d'action dans la Fonction Publique", elle multiplie les manifestations localement, en évitant le regroupement de secteurs : la Santé à Villejuif, les PTT isolés dans leurs centres, la RATP aux abords des stations, le service des impôts en délégation au Ministère... Mieux, par exemple au centre PTT Paris 9, elle appelle les préposés à une "assemblée sur le tas" à 6h30, le service du télégraphe à une autre assemblée plus tard dans la matinée, les services généraux, à une heure encore différente ;

. sur le thème "mois de mai = mois d'action dans la sidérurgie", elle enferme les ouvriers dans ses manoeuvres stérilisantes sur le site ;

. le 7.5 à Renault-Billancourt, elle appelle à un rassemblement pour "la défense des nationalisations au service du pays", en même temps qu'à une cérémonie commémorative de l'anniversaire de la "libération, de la défaite du fascisme et du racisme" ;

. le 14.5, elle appelle à une grève les agents de conduite du réseau SNCF... de la section ouest ;

. le 15.5, elle organise débrayage et manifestation à la RATP "contre la casse du service public" -qui reste totalement isolée de la grève des nettoyeurs du métro- ;

(suite p.5)

L'EUROPE FRAPPEE DE PLEIN FOUET PAR LA CRISE ECONOMIQUE

■ Partout dans le monde les plans d'austérité succèdent aux plans d'austérité, toujours plus draconiens, au cœur même des grandes métropoles industrialisées, les conditions de vie des prolétaires sont de plus en plus durement attaquées tandis que sur l'ensemble de la planète la famine et la misère s'étendent.

Pourtant depuis le début des années 80 sous l'impulsion du Président Reagan, qui donne le ton, la classe dominante ne cesse de proclamer par toutes ses médias que la situation de l'économie mondiale s'assainit, que tout va bien et que les sacrifices imposés sont nécessaires pour sortir définitivement de la crise. L'économie est devenue une star des médias. Un brouhaha permanent de chiffres divers annoncés pêle-mêle jusqu'à saturation, d'émissions didactiques programmées régulièrement, de déclarations contradictoires de "responsables" politiques et économiques commentées à satiété, de reportages sur le bon exemple de l'entreprise "modèle" et "performante à l'exportation" mille fois répété, sert à masquer l'essentiel : la crise ne cesse de s'aggraver et la bourgeoisie est impuissante à la juguler. Le capitalisme en tant que système économique est en train de faire faillite et il entraîne l'humanité dans son effondrement.

Les déclarations optimistes actuelles des dirigeants capitalistes sur la durée de la reprise de l'économie américaine, sur le déploiement de ses effets bénéfiques à l'Europe, sur les effets positifs de la chute des cours du dollar et du pétrole ; tout cela n'est que pur mensonge. L'économie mondiale loin d'être sortie de l'ornière est à la veille d'une nouvelle plongée dans la récession, et l'Europe, première concentration prolétarienne sur la planète va cette fois-ci être touchée de plein fouet par les effets dévastateurs de la crise.

Le mythe de la reprise

Avec une chute de la croissance aux USA à 3 % après avoir atteint 6,8 % l'année précédente, 1985 marque la fin de la reprise américaine. Mais sur le plan mondial cette "reprise" n'a pu que compenser, essentiellement par la création d'un imposant déficit commercial, la chute des marchés du tiers-monde durement secoués par la baisse des matières premières. La courbe des échanges mondiaux est restée désespérément stagnante depuis le début des années 80, montrant par là que l'économie mondiale n'est en fait depuis la fin des années 70 pas sortie de la récession.

VOIR GRAPHIQUE N°1

L'Europe et le Japon sous les coups de la crise

Même les USA qui sont la première puissance économique mondiale n'ont plus les moyens, par les déficits budgétaires et commerciaux qu'ils ont accumulés de soutenir l'activité de l'économie mondiale. La chute des cours du dollar de 35 % par rapport aux monnaies de ses principaux concurrents européens et japonais va redonner une compétitivité retrouvée aux produits américains qui s'étaient retrouvés pénalisés par le cours élevé du dollar, ce qui avait permis aux européens et aux japonais de développer leurs exportations. Cette situation signifie à terme une fermeture du marché américain aux exportations européennes et japonaises, fermeture accentuée par les mesures protectionnistes.

De la même manière, la chute des cours du pétrole (principale matière première dans le commerce mon-

dial) de moitié en quelque mois, si dans un premier temps, conjuguée à la chute du dollar, elle permet aux pays industrialisés importateurs de réaliser de substantielles économies, dans un second temps cela signifie une réduction du marché que constitue ces pays producteurs et notamment de l'OPEP et du COMECON dont c'est la principale exportation.

1984	CEE	JAPON
part des USA dans les exportations en %	9,4	35,6
part OPEP en % des exportations	6,9	9,2
part COMECON en % des exportations	2,9	2,0
TOTAL	19,2	46,8

Cela signifie que 1/5ème des exportations européennes et près de la moitié des exportations japonaises vont être directement touchées par la réduction des marchés consécutive à la chute du dollar et du prix du pétrole

Ce qui se prépare, c'est un nouveau pas en avant dans la récession ; la chute inéluctable des exportations ne peut se traduire que par un ralentissement de la production et donc des fermetures d'usines, des faillites, des licenciements.

Une concurrence exacerbée

Dans ces conditions la concurrence va être acharnée pour préserver "sa" part de marché et les pays les moins bien lotis vont subir de plein fouet les effets de la crise et notamment en Europe. Parce qu'ils sont la puissance dominante, les Etats-Unis sont évidemment les plus à même de défendre les intérêts de leur capital national face à leurs rivaux. En imposant la baisse du dollar, en recourant à des mesures protectionnistes pour protéger leur marché intérieur et en recourant à toute la panoplie de moyens à leur disposition pour placer leurs exportations (subventions, pressions économiques et militaires etc...) les USA affichent leur ambition : rétablir leur balance commerciale et elle ne peut se faire qu'aux dépens de leurs rivaux européens et japonais.

La guerre commerciale bat d'ores et déjà son plein et dans cet exercice difficile c'est le Japon qui s'est particulièrement illustré ces dernières années tandis que l'Europe est restée en arrière. Dans la

perspective d'une concurrence renforcée, c'est l'Europe qui est la plus fragile, c'est elle qui déjà a le moins profité des effets de la reprise US de 1983-84. Son indice de production est resté quasiment stagnant depuis la fin 1979.

VOIR GRAPHIQUE N°2 et GRAPHIQUE N°3

Une attaque renforcée contre la classe ouvrière

La bourgeoisie, tout du moins dans ses cliques dirigeantes, n'est certainement pas dupe de ses bonnes paroles optimistes. Chaque fraction nationale de la classe dirigeante met en place de manière accélérée de nouveaux programmes d'austérité afin de faire baisser les coûts de la main d'œuvre pour rester concurrentielle face à une accélération prévisible de la réduction des marchés d'exportations.

C'est toujours au nom de la défense de la compétitivité de l'économie nationale que les sacrifices sont exigés de la part de la classe ouvrière, pour faire face à la concurrence. Comme la même chose se passe dans tous les pays, les mêmes sacrifices sont exigés et partout le pouvoir d'achat baisse, si bien que la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière signifie en fait, loin d'être une solution à la crise, une nouvelle réduction du marché. C'est la contradiction même que l'économie capitaliste ne peut surmonter. C'est la surproduction qui entraîne la récession.

Le chômage qui atteint déjà des proportions dramatiques ne peut que croître encore plus comme il n'a cessé de le faire depuis le début des années 80 en Europe. Le chiffre de 10,8 % de la population active au chômage dans la CEE en 1985 va être largement dépassé dans la période qui vient.

VOIR GRAPHIQUE N°4

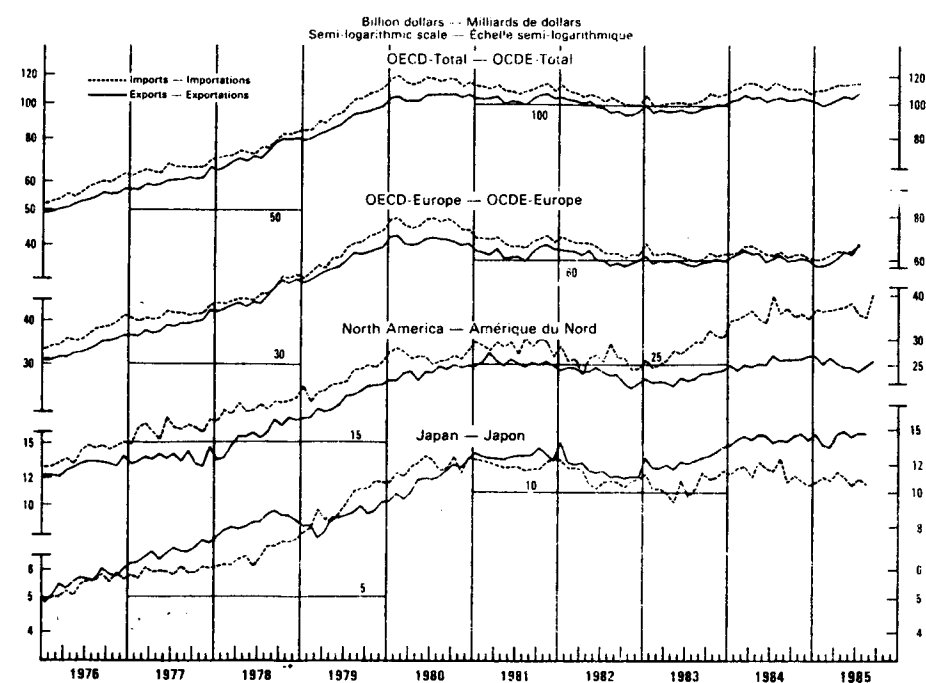
Développement du chômage, gel des salaires, augmentation des prélèvements sociaux, depuis quelques mois les attaques s'accroissent en Europe contre la classe ouvrière, toujours justifiées au nom de la santé de l'économie mondiale. Les résultats ne seront pas différents des programmes d'austérité précédents, sans effets sur la crise qui continue de s'approfondir.

La bourgeoisie n'a pas de solution à la crise de son système et ses remèdes ne sont que des palliatifs provisoires qui répercutent les effets de la crise à un niveau toujours plus grave et plus profond. Les nouveaux craquements qui se préparent dans l'économie mondiale signifient une plongée dans la misère en Europe; même les pays les plus développés n'arrivent plus à se préserver des effets les plus graves de la crise et la tragédie du tiers-monde leur montre sur quel chemin économique ils sont engagés.

(SUITE PAGE 5)

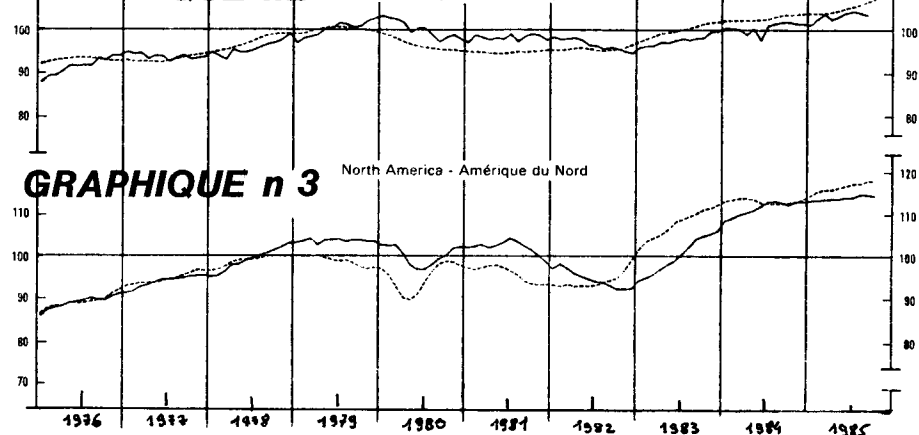
COMMERCE EXTERIEUR
source : OCDE

GRAPHIQUE n1

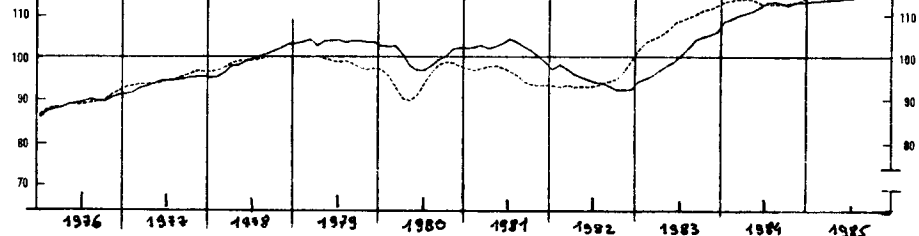


INDICATEURS AVANCES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
source : OCDE

GRAPHIQUE n2

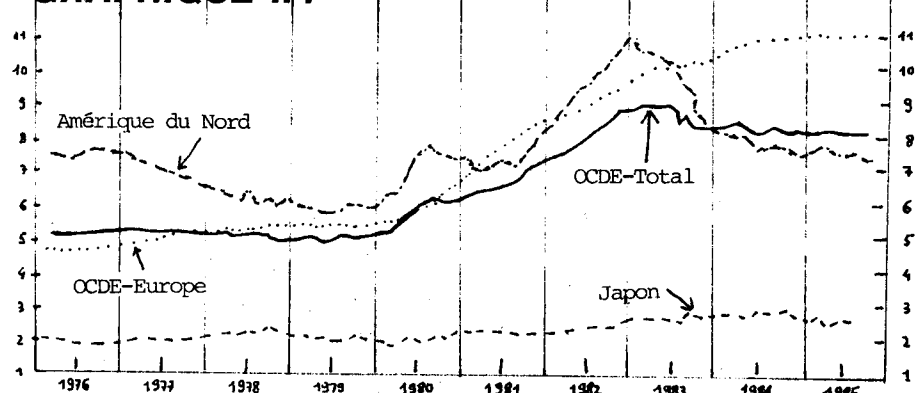


GRAPHIQUE n3



TAUX DE CHOMAGE STANDARDISES
en pourcentage de la population active.
source : OCDE.

GRAPHIQUE n4



BELGIQUE

LES OUVRIERS RIPOSTENT MASSIVEMENT

Le mouvement s'étend (suite de la p.1)

Au même moment, de multiples luttes se déroulent dans tout le pays, dans différents secteurs. Une grève éclate parmi les lycéens en solidarité avec les chômeurs face aux attaques que ceux-ci viennent encore de subir (les moins de 21 ans ne toucheront plus d'allocations). Les ouvriers du chantier naval de Boel à Namur près d'Anvers entrent en grève contre des projets de licenciements, la fermeture du chantier pour 88, et une délégation importante se rend aux mines le 23 avril, en solidarité avec les mineurs en grève et pour se joindre à leur lutte. Des grèves spontanées ont lieu à Sidmar (sidérurgie) aux dépôts GB à Bruxelles, etc, contre l'accord cadre sur la flexibilité conclu le 25 avril par le patronat, le gouvernement et les syndicats. Dès les premières nouvelles sur les budgets d'austérité pour 86 et 87 des grèves ou des débrayages éclatent dans différents secteurs des services publics et privés, de la Wallonie à la Flandre, et sans attendre les actions appelées par les syndicats. Le 4 mai, le gouvernement revenant sur le plan de restructuration (et de licenciements) des mines, annonçait la nomination d'un "super-manager" chargé de reprendre à zéro l'étude de la rentabilité des mines du Limbourg et "promettait" qu'il n'y aurait pas de licenciements collectifs. Le dimanche soir et le lundi matin suivants, les syndicats, "forts de cette promesse" (et prêts à sauter sur chaque illusion pour tenter d'arrêter les luttes !), appelaient à la reprise du travail. De même, le gouvernement, au même moment repoussait les licenciements dans les chantiers navals de Boel grâce au gonflage artificiel de commandes : deux navires ont été commandés à Boel..... par Boel, avec les deniers de l'Etat ! En reportant ces mesures dans les mines et les chantiers navals, le gouvernement cède à la pression ouvrière qui s'amplifie mais en même temps, il tente de la juguler en reculant momentanément face aux mesures prévues. Il donne ainsi également aux syndicats la possibilité -ou du moins plus de facilité- pour étouffer ces durs conflits avant les débrayages prévus dans la Fonction publique pour le 6 mai. La bourgeoisie a cherché là, par tous les moyens à éviter que l'expérience des mineurs du Limbourg le 24 avril et autres tentatives de solidarité au-delà des secteurs, ne se réalise.

le 6 mai, malgré tout le travail de la bourgeoisie pour calmer "les points chauds", la grève est quasiment générale dans le secteur public dans tout le pays et c'est le plus important-les ateliersmécaniques (ACEC) à Charleroi et les Forges de Clabecq débrayent explicitement en solidarité avec les travailleurs du service public. Par ailleurs, au piquet de grève du lundi soir à la gare d'Anvers, des travailleurs de l'industrie chimique sont présents et la discussion porte d'emblée sur la nécessaire solidarité entre secteur public et privé "pour ne pas se faire avoir comme en 83". Le 12 Mai, ce sont les cheminots de Charleroi qui partent spontanément en grève sans attendre, eux non plus, la journée d'action promise par les syndicats pour le 16. La grève s'étend comme une traînée de poudre vers les principales gares de Wallonie, de Flandres et atteint progressivement la RIT (la Régie des Télégraphes et Téléphones), la SNCV, les Postes, les bus...

Enfin, le 16 Mai, la Belgique est pratiquement paralysée par la grève du secteur public : le métro, les transports maritimes et fluviaux, les aiguilleurs du ciel, les administrations, les Postes, les enseignants, la radio, la télé... Au même moment, des mouvements de lutte continuent toujours dans le secteur privé malgré tout le travail de division et d'éparpillement fait par les syndicats.

Malgré tout le travail de division et de dispersion des syndicats...

Comme toujours, les syndicats appellent à diverses grèves ou manifestations partout, à des dates différentes, séparément par secteurs : le 6 mai, le service public ; le 7 Mai, les enseignants ; le 10 mai,

les chantiers navals, etc... Ils s'emploient, par exemple, à faire "défiler paisiblement" les enseignants chacun derrière "sa" banderole, "son" secteur "son" école. Ils prévoient durant tout le mois de mai -avant la manifestation nationale et interprofes sionnelle programmée pour le 31 mai à Bruxelles, des "actions de harcèlement" dans les services publics, par région, par secteur, avec des mots d'ordre comme "contre la privatisation", (alors que les ouvriers savent très bien -et pour cause !- que nationalisés ou privatisés, tous les secteurs sont touchés), "pour la sécurité des usagers" (comme si le problème des ouvriers menacés de licenciements subissant une dégradation sans précédent de leurs conditions de travail, était celui-là), etc.... afin de disperser les luttes, d'immobiliser, empêcher l'unification des combats recherchée justement de plus en plus par les travailleurs des différents secteurs.

...le combat continue

Toutefois, à ce jour, malgré les appels syndicaux à la reprise du travail, des luttes se poursuivent encore parmi les mineurs, parmi les cheminots où, comme l'avoue le président du syndicat chrétien (CSC) : "le ras-le-bol est tel que nous devons faire énormément d'efforts pour les convaincre de suspendre leur grève". En effet, comme se lamente le principal quotidien en Belgique : "Les cheminots n'entendent pas lâcher prise. A Mons et Charleroi, le front commun a décidé de poursuivre la grève du rail. Les conducteurs de trams, de bus, de vicinaux carolos comptent, eux aussi, ne pas interrompre leur action ce week-end. A la Louvière, les cheminots sont tentés, eux aussi, de ne pas suivre la discipline syndicale" ("Le Soir", 17/18 Mai 86).

Des attaques brutales contre tous les ouvriers

- Enseignement : 28 000 postes de travail en moins.
- Mines : fermeture de trois sites (Winterslag, Eisden, et Waterschei).
- Boel-Tamise : fermeture du chantier naval en 1988
- SNCB (chemins de fer belges) : 5,6 milliards de "nouvelles économies".
- Bâtiment : 34000 "licenciements graduels".
- Pré-retraites (80 000!) : alignement sur les pensions ordinaires.
- Fin de scolarité : les moins de 21 ans ne touchent plus rien, les plus âgés doivent aller au CPAS qui fait de plus en plus en plus payer les familles (En Belgique, les chômeurs sont supposés toucher des allocations de la mairie, mais celle-ci les paye en demandant à leurs proches parents une "indemnité".)
- Service militaire : allongé de deux mois et réduction des exemptions.
- CST : réductions drastiques des interventions de l'Etat.
- Hôpitaux : 6000 lits en moins et suppression des allocations de grossesse.

FRANCE (suite de la p.3)

- le 20, elle monte des "rassemblements d'action" dans la Fonction Publique, à l'échelle locale et sans appeler à la grève ;
- le 23, ce sont "12 heures d'action, de lutte pour que Renault vive et se développe à Billancourt" ;
- le 3 juin c'est une "journée d'action aux PTT contre "la privatisation des services" ;
- la 1ère quinzaine de juin verra "une semaine d'action CGT" dans la région parisienne ;
- pour le 17 est prévue une "journée de grève et d'action dans la Fonction Publique" en même temps que FO organisera une "journée d'action nationale".

A travers toutes ces "initiatives syndicales", la préoccupation constante est de diviser et d'isoler les ouvriers en détournant leur colère sur un terrain piégé d'avance.

Au moment où le gouvernement développait son attaque contre l'ensemble du secteur public, l'action syndicale -CGT en tête- et toute la bourgeoisie derrière elle, s'est employée à détourner le problème, à faire passer cette attaque touchant directement les conditions de vie d'une large fraction des salariés, pour une attaque "du service public" où il s'agirait de défendre "les secteurs ou entreprises nationalisés" contre "la privatisation".

C'est en divisant les intérêts des ouvriers en intérêts nationaux, corporatistes, d'entreprises, d'ateliers... en opposant ceux du secteur public et du secteur privé, ouvriers français et ouvriers immigrés, ceux en activité et ceux au chômage, etc. que la gauche et ses syndicats effectuent leur sale boulot au sein de la bourgeoisie.

C'est parce que les ouvriers, unanimement et par-tout poussés par la dégradation grandissante de leurs conditions de vie, sont conduits à affirmer les mêmes besoins, à développer, étendre, unifier leurs luttes, que la bourgeoisie mobilise à ce point ses forces, gauche et syndicats au premier plan.

D'ailleurs, non seulement la méfiance grandit face à ces "faux amis", mais parfois la colère explose contre eux, comme les cheminots à Charleroi qui ont saccagé les locaux syndicaux.

Ainsi donc, en dépit de toutes les manœuvres de la bourgeoisie, de ses syndicats et syndicalistes de base pour étouffer cette vive volonté des travailleurs d'étendre et d'unifier le combat, les exemples des ouvriers des ACEC, des Forges, de la gare d'Anvers, des cheminots, confirment que le flambeau apporté par les 300 mineurs du Limbourg au meeting des services publics à Bruxelles le 24 avril, n'est pas éteint. En effet, les ouvriers ressentent de plus en plus le besoin, non seulement de se battre, mais de se battre UNIS. Car il n'y a qu'unie que la classe ouvrière peut opposer un front puissant aux attaques de la bourgeoisie. Pour cela, la classe ouvrière doit tirer les leçons de la grève des mineurs limbourgeois, des mineurs anglais et des ouvriers partout dans le monde : isolé dans "son" secteur, "sa" corporation, "son" usine, "son" chantier, on ne peut RIEN gagner ! Au contraire, alors qu'aujourd'hui, la bourgeoisie attaque de plein fouet tous les secteurs, public et privé, tous les ouvriers et chômeurs, il faut poursuivre la lutte en cherchant à l'ETENDRE à tous les secteurs, aux ouvriers des secteurs publics ou privés et aux chômeurs !

Alors que nous subissons les mêmes attaques -licenciements, forte baisse des salaires, dégradation terrible de nos conditions de vie et de travail..., Faisons nos revendications COMMUNES !

Comme le montrent déjà les luttes des mineurs du Limbourg, des ouvriers des chantiers navals et de la Fonction publique, il est nécessaire et possible de rechercher la solidarité active. Ce n'est surtout pas à travers les actions bidons proposées par les syndicats telles que signer des pétitions de soutien, faire des collectes d'argent, des "visites amicales" aux autres piquets de grève, mais c'est aller le plus massivement possible vers les autres usines pour convaincre ses frères de classe de lutter ensemble, pour discuter ensemble sur les moyens d'élargir le combat.

Les ouvriers doivent prendre en mains leur combat

C'est pour cela, confrontés à ce besoin, qu'aux premiers jours de leur lutte, les mineurs discutaient aux piquets de la nécessité de former des comités de grève et que ceux-ci allaient voir le jour dans plusieurs puits. La nécessité de prendre le combat en mains se développait en même temps que la compréhension de la nécessité de l'étendre. Toutefois, cette nécessité de l'auto-organisation au cours de la lutte pour l'élargir, a rencontré beaucoup de difficultés et s'est heurtée, là encore, à tout le travail de sabotage des syndicats et syndicalistes de base. Ainsi, par exemple, après la "reconnaissance" de la grève par les syndicats (et que ceux-ci ont essayé de renvoyer les grévistes chez eux), les ouvriers sont venus beaucoup moins nombreux aux postes de grève, laissant le comité central de grève des mines" (avec les syndicats en son sein) décider seul, dans des réunions fermées aux grévistes, des actions à entreprendre. Dans ce sens, les comités de grève ne permettaient plus ce qui étaient justement recherché : la prise en mains de la lutte par l'ensemble des ouvriers et son élargissement. Pour qu'un comité de grève puisse servir la lutte, il importe que les assemblées générales se tiennent quotidiennement, il est nécessaire que tous les ouvriers se mobilisent. Les grévistes n'ont pas simplement à faire le piquet et à attendre les décisions du comité, mais c'est à eux de décider ensemble et souverainement, de se donner les moyens que les décisions prises par les assemblées générales des travailleurs soient mises en pratique.

Les ouvriers doivent se rassembler pour unifier leur combat

Enfin, comme ont déjà commencé à l'exprimer les mineurs et à leur suite de nombreux ouvriers en lançant l'idée d'une marche sur Bruxelles, il faut également en sortant de "son" secteur, "son" usine, gagner la rue ensemble, dans des manifestations les plus larges et les plus unitaires possibles. Au contraire de ce que font les syndicats qui ont donc organisé diverses manifestations sous la pression ouvrière, en prenant bien soin de les diviser pour les rendre inefficaces, les ouvriers doivent briser cette division. Car, en réalité, que ce soient les enseignants, les mineurs, les ouvriers du secteur public, du secteur privé, les chômeurs, tous sont confrontés aux mêmes problèmes : les licenciements et toujours plus de misère ! c'est pourquoi aujourd'hui alors que les luttes éclatent partout face à une même attaque massive et frontale de la bourgeoisie, les ouvriers doivent sortir des usines, des mines, des chantiers, se rassembler, gagner ensemble la rue pour appeler à la lutte et pour s'ouvrir à l'ensemble des ouvriers déjà en lutte.

M.B. Le 22.5.86

(1) Voir "Internationalisme" -organe du JCI en Belgique- No 109 et supplément au No 108.
(2) voir dans ce numéro l'article "L'Europe frappée de plein fouet par la crise économique".

CRISE ECONOMIQUE (suite de la page 4)

L'aggravation accélérée de la crise va avoir comme résultat de dévoiler un peu plus les mensonges que la classe dominante assène depuis des années et qui servent à justifier les mesures d'austérité. De plus en plus la faillite évidente de l'économie capitaliste ne peut que saper la confiance en des lendemains meilleurs et montrer clairement que le capital n'a plus rien à offrir. Dans la période qui vient partout dans le monde, le prolétariat va être attaqué, mais c'est en Europe, première et plus importante concentration prolétarienne du monde que la situation va être particulièrement significative. De la capacité du prolétariat le plus ancien et expérimenté du monde à tirer les leçons de la situation, à résister à l'attaque redoublée de la classe dominante, à traduire la perte de confiance dans l'économie capitaliste en une prise de conscience de la nécessité de mettre à bas cette économie, dépend l'avenir.

L'approfondissement dramatique de la crise en Europe signifie des affrontements de classe majeurs dans la période qui vient. La deuxième partie des années 80 sera décisive.

J.J.

YD

Avec l'entrée de l'économie mondiale dans une phase de récession encore plus profonde que celle de 81-82 et qui va frapper de plein fouet le cœur du capitalisme, c'est en Europe occidentale que les antagonismes entre bourgeoisie et prolétariat vont connaître une violente accélération.

La deuxième récession des années 80 réduit considérablement la marge de manoeuvre de la bourgeoisie, l'obligeant à réviser la planification de ses attaques contre la classe ouvrière, à renoncer à sa politique d'éparpillement de l'attaque, politique qui, dans la deuxième moitié de l'année 85, avait permis à la bourgeoisie d'éviter toute riposte massive, de saucissonner les luttes ouvrières, en attaquant le prolétariat paquet par paquet. Sous l'aiguillon de cette nouvelle plongée du capitalisme dans une crise toujours plus profonde et sans issue, il n'est désormais plus question pour la bourgeoisie de prendre des gants : c'est maintenant de manière frontale,

massive qu'elle va renforcer son offensive contre l'ensemble de la classe ouvrière (licenciements en masse dans tous les secteurs, baisse brutale du niveau de vie des ouvriers).

Face à la généralisation d'une telle politique d'attaques frontales et massives dans tous les pays, la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que de riposter de façon tout aussi frontale et massive.

Même si aujourd'hui, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, tel l'Espagne ou la Grande-Bretagne (voir ci-dessous), la bourgeoisie parvient encore -notamment grâce à ses partis de gauche et ses syndicats- à isoler les multiples foyers de lutte les uns des autres, l'accélération brutale de la crise, dans une situation où la combativité ouvrière ne cesse de s'amplifier, ne peut que confirmer la perspective d'une lutte de plus en plus massive et unie dans tous les pays.

Ainsi, le mouvement de riposte général qui secoue aujourd'hui non seulement la Belgique, mais aussi les Pays-Bas (grève de tout le secteur public), montre que la classe ouvrière entre dans une nouvelle étape de ses combats contre le capitalisme, celle du ressurgissement de luttes massives dans plusieurs pays, simultanément et qui vont tendre à s'unifier à travers des tentatives d'extension à d'autres secteurs, à travers des manifestations de rue dans lesquelles les ouvriers vont exprimer leur recherche de la solidarité active, leur volonté de regroupement le plus large possible. C'est également au cours de cette étape vers l'unification de ses luttes que le prolétariat d'Europe occidentale, en s'affrontant à toutes les manoeuvres de la gauche et des syndicats, va être amené à démasquer progressivement ses ennemis et à tenter de prendre en mains son propre combat.

TRACT DU CCI DIFFUSE EN ESPAGNE

ESPAGNE, MI-MAI : la lutte ouvrière est toujours haute. La pression de la combativité prolétarienne se maintient aux chantiers navals d'Ascon, en Galice. Une marche sur Palencia, le 13 mai, a regroupé les mineurs de quarante entreprises des bassins du nord du pays. Le 18 mai, il y a eu une grève générale des travailleurs portuaires. Depuis la fin avril, la mobilisation est pratiquement continue -malgré les manoeuvres du syndicat stalinien (CCOO) pour l'épuiser- chez les conducteurs de bus à Barcelone. Les pilotes d'"Iberia" (le "Air-France" espagnol) sont également sur le pied de grève, etc. Ainsi le tract que la section du CCI en Espagne (Accion Proletaria, AP) a diffusé il y a près de 2 mois -et dont nous publions ci-après de larges extraits- est, dans ses grandes lignes, toujours en situation. Les tendances principales qu'il indiquait sont confirmées : la violence de l'attaque bourgeoise, la fermeté de la riposte ouvrière. La situation actuelle, avec une simultanéité plus importante encore des luttes, démontre cependant l'épuisement de la tactique que la bourgeoisie avait pu mettre en oeuvre jusqu'ici -entre son gouvernement de gauche, son patronat et ses syndicats- de fractionner et d'échelonner dans le temps et les lieux son attaque contre la classe ouvrière. Les conditions pour rompre l'isolement des luttes et unifier leurs mobiles revendicatifs telles que les mettaient en avant nos camarades d'AP dans leur tract, sont encore plus mûres aujourd'hui. Déjà des signes répétés de solidarité entre secteurs de lutte et de fusion de ceux-ci se manifestent. Le 12 mai, par exemple, l'ensemble des ouvriers du Ferrol (Galice) se sont mis en grève pour soutenir leurs camarades de l'Entreprise Nationale Bazan, fermée par l'Etat patron. A L'HEURE MEME OT NOUS ECRIVONS, il semble que ce mouvement s'élargisse dans 22 ports espagnols. Des affrontements avec la police auraient eu lieu à Gijon. Le 24 mai 86

Tract:

■ NOUS TOUS, OUVRIERS, SOMMES ATTAQUES
NE LUTTONS PAS SEULS ! UNIFIONS LA LUTTE !

"Ouvriers,

Il n'y a pas de trêve dans la guerre à mort que le gouvernement du Parti "socialiste" et le patronat ont déclarée contre vos conditions de vie (...)

Cette guerre criminelle contre vous tous, dans toutes les entreprises, dans tous les secteurs, contre tous les aspects de votre existence, (vos ennemis : gouvernement, partis de gauche, patronat, syndicats) ne vous la présentent évidemment pas ainsi. C'est que l'expérience leur a fait rencontrer votre résistance acharnée. Des luttes comme celles de "AHM"

du secteur de la construction navale, des Télécommunications, une grève comme celle contre la "réforme" de la Sécurité Sociale (...) vous ont démontré à vous, ouvriers, que seule la lutte paie, que vous unir est possible et payant. (La même expérience, de l'autre côté, explique pourquoi vos ennemis) vous présentent leur guerre à mort contre vous tous de telle sorte que lorsqu'un secteur d'ouvriers est attaqué, il pense que c'est un problème particulier, un cas spécial et distinct, tandis que les autres ouvriers ne se sentent pas affectés, ne pensent pas que ça peut leur arriver.

Bourgeoisie, Parti "socialiste", patronat, vos ennemis veulent vous obliger à lutter isolés, divisés, chacun de votre côté, en ordre dispersé (...); ils échelonner leurs attaques d'une entreprise à l'autre, secteur par secteur, un ensemble d'ouvriers après l'autre. A Barcelone, par exemple, après avoir imposé les 1027 licenciements à "Corbero", ils s'en prennent maintenant aux camarades du secteur de la Santé. En Galice, après les congédiements d'Ascon l'attaque se porte contre les ouvriers de Bazan. Après les Télécommunications, c'est le tour des Manufactures des tabacs. (A chaque fois, les syndicats -les CCOO aussi bien que l'UGT- vous présentent ces attaques comme un cas particulier, spécifique, distinct. A Bazan, où la question des licenciements vient de la même façon qu'à Ascon, ils disent qu'il faut compter avec le plan de sauvetage que l'Entreprise va annoncer. Dans le secteur de la Santé, en Catalogne, ils parlent d'une intervention de la Généralité (gouvernement local). Aux Télécommunications, les syndicats mettent en cause la mauvaise gestion d'ITP. N'IMPORTE QUELLE EXCUSE LEUR PARAÎT BONNE POURVU QUE VOUS NE VOYIEZ PAS QUE SE SONT PARTOUT LES MEMES PROBLEMES, POURVU QUE VOUS NE VOYIEZ PAS QUE NOUS DEVONS LUTTER UNIS !

Entre l'UGT et les CCOO, il se partagent la besogne : "à toi de faire le modéré, à moi de jouer le radical". C'est pour mieux nous maintenir divisés, isolés, en concurrence. C'est bien ce qui s'est passé à la "Renfe" (la SNCF espagnole, NDR), dans la sidérurgie ou à "Corbero". Les syndicats cherchent à ce que chaque ensemble d'ouvriers lutte isolément, se manifeste à part, détaché des autres. Ça donne un agenda de cortèges de protestation de ce genre : le 6 mars, à Madrid, défilé des travailleurs du "Canal Isabel II" ; le 9, c'est le jour pour les travailleurs des Télécommunications ; le 10, c'est autour de ceux de "Campsa", le 11, c'est la manifestation des ouvriers d'"EMP", le 16 enfin, voilà les ouvriers des Messageries. TOUT ÇA, ALORS QU'IL Y A LA POSSIBILITE -ET LA NECESSITE- DE MANIFESTER ENSEMBLE, (EN MEME TEMPS), UNIS !

Ouvriers,

Votre UNIQUE FORCE, c'est rompre l'isolement ; c'est unir les luttes, lever un FRONT MASSIF ET UNI ! (...) IL FAUT BRISER L'EPARPILLEMENT PAR ENTREPRISE, SECTEUR, REGION ET LUTTER COMME CLASSE OUVRIERE UNIE !

S'unir, unifier les luttes affirmer la solidarité de classe, C'EST NECESSAIRE. ET C'EST POSSIBLE : rappelez-vous comment les mineurs anglais furent appuyés par les dockers et les cheminots ; souvenez-vous qu'au Danemark, un demi-million d'ouvriers de tous les secteurs ont convergé dans une grève massive. Sachez comment des chômeurs à Hambourg sont allés chercher la solidarité des travailleurs dans leurs boîtes. (En Espagne), 50 000 ouvriers de Madrid n'ont-ils pas accouru manifester en solidarité avec ceux de la Navale ? Ceux de "AHM" n'ont-ils pas débrayé en soutien des journaliers agricoles ? Voici peu encore, les ouvriers d'"Ensidesa" sont allés trouver les dockers pour établir l'unité de la lutte : les dockers ont distribué des tracts d'appel à la solidarité.

Ouvriers,

Quand la bourgeoisie, aujourd'hui, attaque les camarades de Bazan, de "Pegaso", les cheminots de la "Renfe", les dockers, les travailleurs des Télécommunications, NE LES LAISSEZ PAS SEULS DANS LA LUTTE QU'ILS ONT COMMENCEE ! N'ATTENDEZ PAS QUE VOTRE HEURE SONNE, A VOUS, POUR RIPOSTER ! Soutenir ces camarades, c'est lutter pour vos propres revendications. Accourez à toutes manifestations, joignez-vous à toute concentration ouvrière. Ouvriers, C'EST SEULEMENT EN UNIFIANT LES LUTTES QUE NOUS SERONS PLUS FORTS. Se mobiliser maintenant en faveur des camarades attaqués, c'est créer une FORCE contre toutes les attaques que la bourgeoisie a planifiées.

Ouvriers,

ne vous épuisez pas passivement en plaintes contre les manoeuvres de division des syndicats, les fausses alternatives qu'ils vous offrent. Battez-vous activement pour que, dans les Assemblées, dans les manifestations triomphent les propositions d'UNIFICATION DES LUTTES ! ENVOYEZ DES DELEGATIONS MASSIVES DANS LES AUTRES USINES, AUX CHOMEURS ! CONVOQUEZ DES MANIFESTATIONS SANS DISTINCTION D'ENTREPRISE, DE SECTEUR, ENTRE "ACTIFS" ET CHOMEURS". (...) CCI (AP) le 4 avril 86.

NDR: les notations entre parenthèses ont été ajoutées par la rédaction de notre journal, afin de préciser, et souligner des éléments pour les lecteurs français.

GRANDE-BRETAGNE

LA RIPOSTE OUVRIERE SE POURSUIT

■ La lutte des ouvriers de Presse de Wapping, qui a représenté un moment important dans la lutte du prolétariat anglais, est en train de passer de plus en plus en second plan dans le rapport de forces entre classe ouvrière et bourgeoisie en GB. Aujourd'hui la lutte se renferme de plus en plus sur Wapping exprimant un recul des ouvriers à Wapping même et offrant de moins en moins la possibilité d'être un tremplin pour gagner la solidarité des autres secteurs en lutte en GB. Pourquoi ?

Dès le début les syndicats ont pris conscience du danger que pouvait représenter l'énorme combativité des ouvriers du groupe Murdoch, dans un contexte de mécontentement général des milliers d'ouvriers du livre concentrés à Londres dans un seul quartier: Fleet Street.

Les syndicats aidés des syndicalistes de base et des gauchistes ont divisé la classe à trois niveaux. Ils ont poussé les ouvriers licenciés par Murdoch à se focaliser sur un seul objectif : bloquer les portes de l'usine pour empêcher la distribution des journaux. Dans le même temps ils ont découragé toute tentative des autres ouvriers de Presse de se joindre à ce mouvement sous prétexte : que ce mouvement ne les regardait pas, que c'était un mouvement spécifique et en leur demandant de rester au travail afin de faire une "pression économique" sur Murdoch alors que les licenciements étaient un problème de tous les ouvriers du livre !

Les syndicats ont aussi travaillé activement à éviter toute jonction entre les autres secteurs en lutte, par exemple en reportant au dernier moment une marche des mineurs, car ils craignaient que ceux-ci ne se joignent aux ouvriers réunis à Wapping.

Et quand malgré tout ce travail de sape syndical on a vu 6 000 ouvriers venus apporter leur solidarité qui ont débarqué à Wapping, les ouvriers de Presse d'usines qui n'étaient pas en grève, des mineurs, des ouvriers du bâtiment, des enseignants, des ouvriers de l'électricité, des chantiers navals, la bourgeoisie a utilisé la répression physique violente, les unités anti-émeutes de la police.

Si la bourgeoisie comme on le voit peut encore grâce au sabotage syndical faire le même type de travail de sape qu'elle avait réalisé lors de la grève des mineurs, la situation en GB est bien loin d'être une situation de calme social, de passivité de la classe ouvrière.

Parce que les ouvriers se sont laissés diviser et enfermer par le travail syndical, la lutte de Wapping recule et se trouve réduite à des affrontements entre la police et des ouvriers en nombre de plus en plus réduit chaque jour.

PARTOUT LE REFUS D'ACCEPTER "LA LOGIQUE" DE LA CRISE ; PARTOUT LA CLASSE OUVRIERE SE BAT :

- sur ces dix dernières années la bourgeoisie anglaise a réussi à faire passer le nombre d'emplois sur les chantiers navals de 30 000 à 9000. Recemment, c'est 3 500 licenciements que la bourgeoisie a annoncés pour mai, ce qui représente donc plus d'un tiers des effectifs ;
- dans ce contexte, les ouvriers du chantier naval de Newcastle sont entrés en lutte sans tenir compte des mots d'ordre syndicaux appelant au calme sous prétexte qu'une grève dans ce secteur nuit à la compétitivité des entreprises ;
- les ouvriers de l'automobile se sont récemment mobilisés pendant 2 semaines pour s'opposer à des li-

cenciements ;

- les sidérurgistes d'Ecosse sortent de 8 semaines de grève contre les "mesures de rationalisation", c'est à dire les plans de licenciements massifs prévus dans ce secteur ;
- les postiers à Cardiff sont depuis 3 semaines en grève non officielle, c'est à dire illégalement, contre les licenciements ici aussi. Cette grève s'est étendue à New Port. Les ouvriers sont retournés au travail, et sont repartis en lutte peu de temps après contre les mesures d'accroissement de productivité, entre temps la grève s'est étendue à 4 autres centres postaux du Pays de Galle.
- à Hull, 1 000 fonctionnaires ont manifesté en solidarité avec les conducteurs de bus, menacés par le licenciement de 50 % de leur effectif.
- les ouvriers dans l'électricité ont voté la grève à une majorité de 72 % pour des revendications d'ordre salarial.

Dans cette vaste poudrière sociale qu'est actuellement l'Europe, la lutte de classe en GB reste un brasier que la bourgeoisie ne parvient pas à étouffer. On peut prévoir avec certitude que la situation en GB ne va pas aller vers un apaisement social, la bourgeoisie prévoyant des centaines de milliers de licenciements dans tous les secteurs (150 000 licenciements dans l'industrie pharmaceutique et 150 000 prévus chez les cheminots), avec un taux de chômage record, plus de 13 % officiellement. La lutte ouvrière en GB ne va pas manquer de prouver que la classe ouvrière mondiale n'est pas résignée aux licenciements et à la misère, mais qu'elle se bat partout avec courage et détermination.

Le 25.5.86 M.K.

ACCIDENT NUCLEAIRE DE TCHERNOBYL

SEULE LA LUTTE OUVRIERE PEUT METTRE FIN A LA BARBARIE CAPITALISTE !

■ Une semaine après l'accident nucléaire de Tchernobyl, dont on ne connaît pas encore aujourd'hui ni le nombre réel de victimes ni les conséquences à long terme pour l'Ukraine et les populations voisines, médias et organismes "spécialisés" abreuvent de conseils tout aussi cyniques que dérisoires : "lavez-vous les mains et les cheveux quotidiennement, lavez les légumes frais (avec l'eau qui a subi les radiations!) ou mieux, n'en mangez plus". Ce sont les mêmes consignes qu'assénait l'Etat américain lors de la catastrophe de Three Mile Island il y a sept ans. A l'Est comme à l'Ouest, les Etats capitalistes n'ont que mépris pour les êtres humains.

L'accident de Tchernobyl -comme celui de Three Mile Island et bien d'autres-, est une confirmation supplémentaire du danger que fait peser sur l'humanité la production capitaliste. Dans les mains de la bourgeoisie décadente, la technologie aussi moderne soit-elle, se transforme en force destructrice. A l'Est comme à l'Ouest, les Etats n'ont que faire de la sécurité des ouvriers qu'ils exploitent et des populations. La seule chose qu'ils respectent, c'est la loi du profit, c'est la loi qui veut que, pour être concurrentiel, il faut produire plus et à moindre frais. Pour cela, ils n'hésitent pas à rogner sur les salaires, à économiser sur les conditions de travail et la sécurité des ouvriers, à mettre en application des technologies qu'ils ne dominent pas. Cela nécessairement se traduit par la généralisation de la misère, des licenciements, par une augmentation croissante de ce qu'ils appellent "accidents du travail", "catastrophes" nucléaires, industrielles ou "naturelles". Cela se traduit encore par l'extermination de populations dans les aventures guerrières de la bourgeoisie.

A L'EST COMME A L'OUEST, LE CAPITALISME CONFIRME SA BARBARIE

Les Etats bourgeois ne se sont jamais embarrassés de préjugés moraux : ainsi suite à l'accident de Tchernobyl, on a vu la bourgeoisie occidentale unanime profiter et exploiter cyniquement cet événement dramatique pour se dédouaner en désignant l'URSS comme responsable de tous les maux, responsable de dissimuler l'information au "mépris des populations". Ceci lui permettait entre autre, de relancer sa campagne anti-russe, et de justifier une nouvelle fois l'augmentation incessante des budgets militaires.

Or, en matière de barbarie, de "rétention d'information", les Etats occidentaux n'ont rien à envier aux pays de l'Est. Ainsi les explosions nucléaires souterraines nommées "essais militaires secrets" se multiplient (le 22.4.86, 150000 tonnes de TNT sont répandues dans les sous-sols du Nevada, soit douze fois Hiroshima). Ainsi la fuite de 8 tonnes de gaz radioactif de la centrale de Hinkley-Point (Grande-Bretagne- survenue le 29.11.85 n'est révélée que six mois plus tard. Comble de cynisme : au moment où la France (pays le plus nucléarisé d'Europe) s'évertue à prouver la "sécurité" de ses 40 réacteurs en activité, 5 ouvriers sont irradiés accidentellement à l'usine de retraitement de combustibles de La Hague (c'est dans ce type d'usines que se fabriquent les bombes au plutonium). On révèle également l'accident jusque là tenu "négligeable", survenu à Bugey en avril 84.

Le nucléaire n'est cependant pas seul à détruire les vies humaines : tout le monde a encore en mémoire les milliers de morts suite à l'explosion d'une usine à gaz en plein Mexico en 84, les milliers de tués et 200 000 blessés de Bhopal en Inde suite à l'explosion d'une usine à gaz toxique, la catastrophe de Seveso...

C'est chaque jour, à l'est comme à l'ouest, que le capitalisme sacrifie des milliers de vies humaines, c'est chaque jour qu'il confirme sa décrépitude.

Lisez notre brochure :



de. Chaque catastrophe est une condamnation supplémentaire de ce système.

DERRIERE LE MASQUE, LA REALITE

Pendant trois semaines, et encore aujourd'hui, l'accident de Tchernobyl a monopolisé l'information. Faute de pouvoir exposer le spectacle des rues irradiées de Kiev, images de catastrophes sur lesquelles les médias se plaisent à faire la surenchère habituellement dans ce type de situation, on nous intoxique de rapports sur les dangers du nucléaire, on révèle statistiques et études jusque là tenues "secrètes". On lance un débat sur "la validité de l'information démocratique". On maintient en haleine sur la trajectoire du nuage de radioactivité, on suppose, on dément, on alerte ou on rassure.

Outre le fait que cette campagne médiatique est orchestrée en vue de créer un sentiment d'inquiétude, d'impuissance, elle a comme tout premier objectif de masquer, d'écarter deux questions fondamentales, déterminantes dans la situation du monde aujourd'hui : la gigantesque récession qui s'annonce et l'effervescence croissante dans les rangs ouvriers.

Pendant ce temps, dans les parlements, dans les réunions de gouvernements, partout, la bourgeoisie de tous les pays s'apprête à faire face à la plus forte récession qu'elle ait connue depuis 29. Ministres, partis, patronat, syndicats négocient ensemble le planning de mesures anti-ouvrières destiné à tenter de replâtrer leur économie moribonde.

Belgique, Espagne, Italie, France, Grande-Bretagne etc., aux mêmes maux, les mêmes remèdes : aucune des fractions du prolétariat ne sera épargnée (voir article p.4)

Pendant ce temps, et contre ces attaques, la classe ouvrière riposte aujourd'hui au cœur de l'Europe. Les conflits embrasent tous les secteurs. sur

les mêmes revendications, de la Grande-Bretagne à l'Espagne, de la Norvège à la Finlande. Au cœur de ces foyers de lutte, les travailleurs en Belgique jettent tout particulièrement et de façon massive, les prémisses du besoin de solidarité, d'extension de leur combat. (voir article p.1).

Que les travailleurs manifestent ainsi leur détermination et leur volonté de combat, qu'ils se donnent les moyens de celui-ci, voilà une réalité que la bourgeoisie redoute par-dessus tout, et d'autant plus dans une situation où elle est contrainte de taper encore plus fort.

Sur l'ampleur de la crise qui étrangle son système, sur l'effervescence ouvrière qui se multiplie à grande vitesse, la bourgeoisie et ses médias font l'impasse.

Leurs buts ? C'est que répandre l'information sur ces questions risquerait trop de contaminer les travailleurs non encore en lutte. Voilà qui ne ferait qu'encourager encore plus les ouvriers au combat.

Contre tous les masques, tous les brouillards que la bourgeoisie répand, les ouvriers ne doivent pas perdre de vue leurs préoccupations réelles que sont la dégradation de leurs conditions de vie, la misère que leur fait de plus en plus subir le capitalisme en crise et la nécessaire réponse qu'ils doivent y apporter. C'est en poursuivant le combat engagé sur les mêmes bases, en forgeant par leurs luttes la solidarité la plus large possible, que, non seulement ils répondront à l'exploitation accrue d'aujourd'hui, mais aussi à la barbarie de ce système, ses Tchernobyl, ses guerres. C'est en poursuivant et développant leur combat actuel qu'ils se donneront les moyens d'abattre ce système en décomposition.

MO

REUNIONS PUBLIQUES thème:

Lutte de classe en Belgique

FACE AU DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE QUELLES SONT LES RESPONSABILITES DES REVOLUTIONNAIRES

- CLERMONT-FERRAND :**
Réunion publique le vendredi 20 juin à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.
- GRENOBLE :**
Réunion publique le 20 juin à 21h, 6 rue H. Berlioz.
- LILLE :**
Diffusion les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes, de 10h à 11h30.
- LYON :**
Réunion publique le 6 juin à 21h, à MAJO, impasse Métal, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 10 juin à 18h, café "La Briochette", 6 rue de la Barre, Lyon 2ème, métro Bellecour.
Diffusion au marché de Vaulx en Velin le 15 juin à partir de 11h30.
- NANTES :**
Réunion publique le 14 juin à 17h au "foyer du travailleur", Boulevard Vincent Gâche (Beaulieu).
Permanence le 27 juin à 20h30 au café de l'Hotel de Ville (mairie de Chantenay)
Diffusion au marché de la Petite Hollande, le 14 juin à 10h30.
- PARIS :**
Réunion publique le 14 juin à 17h, au 27, avenue de Choisy, 13ème, métro : Porte de Choisy.
Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique de 17h à 19h, même adresse.
- ROUEN :**
Permanence le 14 juin à 16h30 à la Halle aux Toiles.
- TOULOUSE :**
Réunion publique le 20 juin à 21h, rendez-vous devant l'entrée Cafétaria du géant Casino, Pont des Demoiselles.
Permanences tous les vendredis, sauf celui de la réunion publique, à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux puces, place St Sernin.
- TOURS :**
Permanence le 28 juin à 17h, à la "maison pour tous" rue La Dauzillière, arrêt Dauzillière, JOUE-LES-TOURS.

SOUSCRIPTION PERMANENTE :

C. (Grenoble).....100f.
C.E. (Paris).....500f.
S. (Paris).....50f.

total général : 8450f.

PUBLICATIONS

(écrire les adresses comme suit, sans nom de la publication):

- ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE
- INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1, 1000 BRUXELLES. BELGIQUE
- INTERNATIONALISM
PO BOX 20193 London Terrace Station,
NEW YORK, N.Y. 10011 USA
- INTERNACIONALISMO
Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA
- INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE
- REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 Paris cedex 01, FRANCE
- RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE
- WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE
- WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE
- WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 RFA.

BROCHURES

- LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (10F + 3F de frais d'envoi)
- NATION OU CLASSE (idem)
- PLATEFORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (idem)
- PLATEFORME ET MANIFESTE DU CCI (idem)
- ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (idem)
- SUR LA POLOGNE, recueil d'articles (idem)
- LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F + 6F de frais d'envoi)
- L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F de frais d'envoi)
- LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (30F + 12F de frais d'envoi)

ABONNEMENTS

Abonnement simple (JOURNAL : 12 numéros)
FRANCE : 90F ETRANGER : 90F PAR AVION : 150F
Abonnement simple (REVUE INTERNATIONALE: 4ns)
FRANCE : 65F ETRANGER : 65F PAR AVION : 80F
Abonnement couplé (JOURNAL + REVUE)
FRANCE : 150F ETRANGER : 150F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X Paris

DISTRIBUE PAR LES NMPP
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu, 75020
Directeur de publication : D. Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267
tirage moyen : 2000 ; vente moyenne : 500.

INDE, MEXIQUE, ARGENTINE:

DES VOIX REVOLUTIONNAIRES S'ELEVENT DANS LE TIERS MONDE

Dans plusieurs pays de la périphérie du capitalisme, parmi les plus développés (Inde, Mexique, Argentine) surgissent des groupes ou des éléments qui affirment des positions révolutionnaires, internationalistes, qui rompent avec les alternatives dans lesquelles étaient entièrement piégés les mouvements ouvriers de ces pays : indépendance nationale ou soumission à l'impérialisme, démocratie ou dictature. Signe du développement de la lutte ouvrière, des voix s'élèvent aujourd'hui contre ces faux choix, pour la lutte de classe internationale et prennent contact avec le milieu révolutionnaire international.

Quand on sait à quels obstacles se confronte la classe ouvrière dans ces pays, et avec elle les éléments révolutionnaires qui se dégagent, on mesure à quel point l'écho de ces quelques voix est une expression de la vitalité du prolétariat international. Dans la misère absolue qui gangrène ces pays, il n'y a pas que la misère, mais le développement d'une réponse du prolétariat, qui répond à la reprise des luttes ouvrières en occident, le développement de la conscience des enjeux de la situation actuelle, qu'expriment plus clairement ces groupes qui surgissent aujourd'hui.

L'INTERNATIONALISME :

■ Dans ces pays, l'affirmation de l'internationalisme est d'autant plus importante que la classe ouvrière y est soumise à un feu croisé de groupes nationalistes, trotskystes, maoïstes, guérilléristes, qui au nom de "l'anti-impérialisme" vénèrent tous un type de capitalisme d'Etat qu'il soit cubain, nicaraguayen, ou iranien, et ramènent toute lutte contre la misère des conditions de vie à la lutte contre l'impérialisme dominant. Que des voix s'élèvent aujourd'hui courageusement contre tous ces mythes de "libération nationale", contre toute alliance avec une fraction bourgeoise au nom de laquelle le prolétariat des pays sous-développés sert de chair à canon des conflits impérialistes, c'est une autre perspective qui est ouverte : celle de la lutte du prolétariat international contre la bourgeoisie internationale.

Que ce soit au Mexique :
"Hier le fascisme et l'anti-fascisme ont été des moyens efficaces pour intégrer le prolétariat à l'idéologie bourgeoise ; aujourd'hui, c'est le mythe du "bloc socialiste" contre le "monde démocratique occidental". La défense du capitalisme d'Etat, à Cuba, au Nicaragua, et des mouvements de libération nationale au Guatemala, au Salvador, etc, a une intention claire, enrôler le prolétariat mondial pour la cause d'un des blocs capitalistes qui s'affrontent, et le conduire à une troisième guerre mondiale... (...) Le prolétariat s'affronte au capital dans sa globalité, en marge de ses fractions ou secteurs, et même si la lutte s'effectue de manière formelle dans le cadre national, elle est par son contenu, internationale." (Thèses du Collectif Alptraum).

Que ce soit en Inde :
"Le brillant flambeau rouge du communisme s'est éteint dans les mains de ceux-là mêmes qui prennent le nom de communistes. Le communisme pratiqué par les soi-disant pays communistes et défendu par la grande majorité des partis et organisations communistes ne porte plus l'espoir et l'aspiration dans les coeurs des travailleurs, des millions de malheureux qui ont désespérément besoin de liberté et de délivrance.
(...) Contre les tentatives d'orienter les ouvriers sur une ligne nationale, régionale, locale ou pragmatique, les communistes, tout en prenant une part

active dans les problèmes qu'affrontent les ouvriers doivent toujours maintenir bien haut les intérêts internationaux et à long terme de la classe ouvrière".
(Thèses de "Majdoor Mukti")

Où que ce soit en Argentine, où le groupe "Emancipacion Obrera" est intervenu, lors de la guerre des Malouines, pour mettre en avant le défaitisme révolutionnaire, et rejeter la problématique de soutien à la bourgeoisie nationale contre l'"agression impérialiste".

La "déclaration internationale" du "Emancipacion Obrera" et de "Militancia Clasista Revolucionaria" est adressée à ceux qui, entre autres points : "luttent contre les politiques de "défense de l'économie nationale", de "restructuration", de "sacrifices pour sortir de la crise", contre les politiques expansionnistes de leur propre bourgeoisie, même si celle-ci subit des attaques économiques, politiques ou militaires. Ceux qui luttent toujours contre la bourgeoisie, locale ou étrangère. A ceux qui combattent de toutes leurs forces les idéologies qui prétendent enchaîner les prolétaires à l'économie et à la politique d'un Etat national, le désarmer sous prétexte de "réalisme" ou de "moindre mal".

Tous ces groupes ne sont pas parvenus au même niveau de clarté sur l'ensemble des positions de classe, ni sur la compréhension de leur propre fonction dans la lutte ouvrière. Mais la mise en avant d'une vision internationaliste est la condition indispensable pour qu'ils s'orientent sur le terrain révolutionnaire, le seul où puissent être défendus aujourd'hui les intérêts de la classe ouvrière, même s'il y a encore loin de la prise de position qui rejette le gauchisme ambiant à la formation d'une vision cohérente du monde et des tâches de l'heure, sans laquelle les révolutionnaires ne peuvent intervenir efficacement dans le mouvement ouvrier.

DEUX NECESSITES : LA CLARIFICATION ET L'INTERVENTION

Il n'est pas possible dans la situation actuelle de rester muets, et d'attendre un degré de clarification total pour intervenir dans la lutte de classe, alors que les révolutionnaires sont confrontés à des problèmes brûlants. C'est pourquoi tous ces groupes, sauf peut-être Majdoor Mukti) publient des revues et des tracts.

"Aujourd'hui, dans une période de crise mondiale accélérée et d'effondrement du capital et de révoltes de classe croissantes, tendant vers la confrontation avec l'Etat et s'ouvrant vers la révolution, le rôle des révolutionnaires devient de plus en plus important et décisif." (Lettre du cercle de Faridabad (Communist Internationalist) au CCI, 11/5/85).

Mais beaucoup d'entre eux se considèrent comme étant dans un processus d'évolution, et tout en se donnant une base minimale d'accord (plus élargie chez certains, comme Communisme, plus sommaire chez d'autres, comme Majdoor Mukti), retiennent comme priorité la clarté d'une plateforme révolutionnaire volonté particulièrement manifeste chez C.I, qui se donne comme objectif de discuter, à partir des positions du CCI, des implications de la décadence pour le combat ouvrier, de la conscience de classe, du parti et de l'intervention des révolutionnaires dans la situation actuelle.

Car c'est là un des aspects importants du surgissement de ces groupes : leur besoin d'entrer en contact en particulier avec les groupes révolutionnaires occidentaux, de se réapproprier les positions des Gauches communistes des années 20-30, en opposition à la dégénérescence de la 3ème Internationale, de comprendre le passé du mouvement ouvrier, la contre-révolution, et l'alternative révolutionnaire

MEXIQUE :
Voilà trois ans que des éléments ont rompu avec leur organisation d'origine, le PMP (Parti Mexicain du Prolétariat), organisation où des positions authentiquement de classe, étaient noyées dans une totale inconsistance. Ces éléments ont aujourd'hui fondé le collectif "Alptraum" dont la revue reprend le nom du groupe des années 30 "Groupe des Travailleurs marxistes" dont nous avions déjà publié des textes dans notre "Revue Internationale" (1) ; "Communismo" (2).

ARGENTINE

Deux groupes ont pris récemment contact avec le CCI : le premier "Emancipacion Obrera" nous a envoyé une déclaration commune avec un autre groupe "Militancia Clasista Revolucionaria" qui est un appel à la discussion internationale (3). Le second, les "Communistes Orthodoxes de Rosario" étaient en contact avec le PCI bordiguiste avant son éclatement.

INDE :

C'est là que le développement du milieu révolutionnaire semble actuellement le plus important. Nous connaissons trois groupes (4) le "Communist Internationalist" que la recherche d'une vision cohérente des tâches de l'heure actuelle à partir d'une compréhension de la période de décadence, rapproche de plus en plus du CCI, "Lal Pataka" ("Drapeau Rouge"), scission d'un groupe maoïste, en contact avec le BIPR (5) qui, malgré de nombreuses positions de classes, a certaines difficultés à caractériser son parti d'origine comme contre-révolutionnaire, et "Majdoor Mukti" ("Emancipation ouvrière") qui nous a fait parvenir des thèses contre le substitutionnisme et pour l'internationalisme, dont la volonté, malgré des contradictions dues à une rupture incomplète avec les positions gauchistes, vient clairement de s'ouvrir au milieu révolutionnaire actuel au niveau international.

- (1) Voir Revue Internationale nos 10, 19 et 20 ;
- (2) pour plus de précision sur l'évolution et les positions du collectif, voir les Revues Internationales Nos 40 et 44. "Communismo" : Colectivo Comunista Alptraum APDO postal 21-964 CF 0400 MEXICO DE - MEXIQUE
- (3) Lire "Le Communiste" No 23. G.C.I. : "L'Herbe Rouge" 1bis rue d'Alésia. 75014 PARIS ;
- (4) Pour plus de précision sur ces trois groupes, lire la Revue Internationale No 45. Communist Internationalist : CI POB 25 NIT FARIDABAD 121001 HARYANA. INDE ; "Lal Pataka" : Dalnadal Road, Bishnupur Bankura. West Bengal. Inde ;
- (5) BIPR : même adresse que GCI, mais mentionner "BIPR"

dans la période de décadence. Les révolutionnaires, pour jouer leur rôle au sein de la classe, doivent se donner les moyens d'une compréhension cohérente des conditions, des buts et de la marche du mouvement.

L'apparition de ces groupes est un encouragement pour le milieu révolutionnaire en Occident, mais aussi un appel à la responsabilité à dépasser le sectarisme : tout en saluant ce souffle d'air, les groupes révolutionnaires qui existent depuis plusieurs années dans les pays centraux du capitalisme, doivent contribuer à la clarification de ces groupes, en leur faisant profiter de leur expérience pour combattre les écueils, que ce soit une incomplète rupture avec l'emprise gauchiste (qui ramène sur le terrain d'une vision nationale, locale, gestionnaire) ou que ce soit une "réaction" au gauchisme ambiant qui s'enferme dans la critique en en prenant le contre-pied systématique, et qui, en rejetant les organisations gauchistes, finissent par nier l'importance de l'intervention des révolutionnaires dans la lutte de leur classe.

H.G

Revolution Internationale est l'organe en France du Courant Communiste International

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.